

**PROGRAMME ASIE**

# **LA LITTÉRATURE INDIENNE : DE LA CENSURE À L'AUTO-CENSURE**

**PAR HEMLATA GIRI-LOUSSIER**

DOCTEURE, CHERCHEUSE ASSOCIÉE À L'IRASIA,  
AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ

AVRIL 2020

**ASIA FOCUS #136**

*Parler de liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens  
ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre.*

*~ George Orwell*

**L**a censure en Inde, ce qui implique la suppression de la parole ou autre communication publique, soulève des questions de liberté d'expression, qui est nominalement protégée par la Constitution indienne. Cette Constitution garantit la liberté d'expression, mais impose certaines restrictions sur le contenu, avec une vue sur le maintien de l'harmonie collective et religieuse, compte tenu de l'histoire de tensions communautaires dans la nation. Ces sujets de censure en Inde sont normalement liés à la politique, aux religions - y compris des castes - et à l'obscénité. L'Inde est un pays constitué de plusieurs États et a donné la liberté à chacun d'entre eux de garder leur culture intacte. La devise de l'Inde « Unité en diversité » rend très difficile le maintien de l'harmonie entre ces différentes cultures, traditions et religions. C'est pour cette raison que l'Inde est obligée d'examiner les ouvrages littéraires qui risquent de blesser l'intégrité du pays. Mais la censure n'a pas toujours été aussi présente dans le milieu littéraire indien. La censure a connu un véritable essor en Inde depuis la période colonialiste, et est devenue plus restrictive depuis l'indépendance de l'Inde en 1947. Afin de comprendre cette censure, il faut étudier rétrospectivement le rapport des Indiens, en perpétuelle évolution, avec la religion et la politique, qui a largement influencé le contexte de la censure des œuvres littéraires en Inde.

## DE LA TOLÉRANCE A LA RÉPRESSION

---

Si nous parlons de période ancienne, la censure était presque inexistante dans la société indienne. À cette époque, l'Inde était un pays très religieux, notamment hindouiste, et la

plupart des textes littéraires portaient sur la religion. Malgré cela, il y avait une tolérance du blasphème dans l'Inde ancienne qui semble impossible dans le contexte d'aujourd'hui. Quand on parle de cette époque, il est utile de faire une distinction entre deux aspects de la religion : orthodoxe (croire en la bonne chose) et orthopraxie (faire la bonne chose). Bien que les catégories soient assez brutes - et il y avait des exceptions - en général, l'hindouisme, au cours de sa première période, était plus orthopraxique qu'orthodoxe. Le *Dharma*, qui comprend le devoir, la religion, le mérite religieux, la morale, les obligations sociales, la justice et la loi, réglementait la façon dont les gens se comportaient, en particulier envers les Brahmanes (la plus haute classe, à partir de laquelle les prêtres ont été établis) et les membres des autres castes. Le respect des brahmines était plus important que ce que les gens pensaient, en particulier, concernant les dieux. Le dictionnaire *Larousse* définit le blasphème comme « parole ou discours qui outrage la divinité, la religion ou ce qui est considéré comme respectable ou sacré ». L'ancien polythéisme hindou n'avait pas de notion de blasphème dans le sens de « parler profane de Dieu », qui est avant tout un problème pour le monothéisme. Avec tant de dieux, on ne pouvait pas faire autrement que préférer l'un par rapport à l'autre. Les textes de cette période, donc, en toute confiance, se livraient à ce que des non-hindous pourraient considérer comme des attitudes blasphématoires vis-à-vis des dieux hindous. Ainsi, ils racontaient des histoires dans lesquelles Shiva commettait adultère et triche aux dés, Vishnu violait dharma en tuant une femme, Krishna faisait l'amour aux femmes mariées, et ainsi de suite. Il n'y avait pas de concept d'orthodoxie à transgresser. Pourtant, pour la plupart des hindous tout au long de l'histoire, le blasphème dans le sens d' « irrévérencieuse impiété » (envers les brahmanes) était en effet un problème. Le sens d'*Adharma* (anti-dharma) était plutôt de ne pas se comporter correctement et offenser les brahmanes, pour lesquels il y avait des pénalités. Et c'est pourquoi, à cette époque, les gens étaient plus circonspects dans ce qu'ils disaient à propos des brahmanes que dans ce qu'ils disaient à propos des dieux. Par exemple, le législateur Manu, au II<sup>e</sup> siècle E.C., ne mentionne aucune sanction pour la violence verbale des dieux, mais il prescrit des

amendes graves dans son œuvre *Manusmriti*<sup>1</sup> contre la violence verbale contre des brahmanes.

Le manuel politique, *Arthashastra* de Kautilya, composé au cours de cette même période, est plus clément que Manu dans la poursuite de la violence verbale. Quand quelqu'un d'une caste inférieure insulte quelqu'un d'une caste supérieure, en disant par exemple : « Vile brahmane ! » (Un exemple significatif), le coupable est simplement condamné à une amende (*Arthashastra* 3.18.7). Mais malgré tout cela, il n'était pas difficile de se moquer d'un brahmine dans les textes. Afin d'échapper aux punitions, il était habituel, dans l'ancienne tradition des textes indiens, de citer premièrement l'opinion de l'adversaire (connue en anglais comme *prior faction* et en hindi comme *pūrvapakṣa*<sup>2</sup>) souvent présentée comme incorrecte par l'auteur - mais qui était en fait sa pensée véritable - car elle était contre le système, puis il parlait de son opinion soi-disant correcte qui allait dans le sens du système. Cette technique mettait en place des opposants qui présentaient un argument futile (critique véritable) pour l'amoindrir ensuite par une argumentation en faveur du système pour échapper aux pénalités. Par exemple, l'auteur commençait son discours en disant « le jury ne tiendra pas compte de ces remarques », afin de dire ce que l'auteur n'osait pas admettre comme étant son propre argument. La technique de *pūrvapakṣa* servait ainsi, dans les textes anciens, de moyen utile pour remettre en cause le dharma, sans avoir l'air de le contester. Elle est considérée comme l'un des arts de la résistance contre les partisans orthodoxes du *dharma* dans l'ancienne littérature indienne.

Le *Kamasutra* est un recueil indien traitant des diverses activités de ce que recouvre l'expression « vie privée » aujourd'hui, écrit au III<sup>e</sup> siècle par un philosophe indien Vatsyayana. Malgré le contenu sexuel, ce livre n'a été jamais censuré ou considéré blasphématoire en Inde. Contrairement à la perception populaire occidentale, le *Kama Sutra* n'est pas exclusivement un manuel sexuel ; il se présente comme un guide pour une

<sup>1</sup> *Manusmriti* est un texte juridique ancien parmi les nombreux Dharmaśāstras de l'hindouisme. Le texte métrique est écrit en sanskrit et il est daté du II<sup>e</sup> ou III<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Il se présente comme un discours de Bhṛigu et Manu sur des sujets tels que les obligations, les droits, les lois, la conduite, les vertus, etc.

<sup>2</sup> *pūrvapakṣa* est une tradition dans le discours du dharma. Cela consiste à construire une familiarité profonde avec le point de vue de l'adversaire avant de le critiquer.

vie vertueuse et gracieuse qui traite de la nature de l'amour, la vie de famille et d'autres aspects relatifs au plaisir de la vie humaine.

Les changements majeurs dans les attitudes envers le blasphème ont eu lieu à partir du VI<sup>e</sup> siècle E.C., au cours de la période de *Bhakti*<sup>3</sup>, qui marque la dévotion passionnée aux dieux individuels. Les poètes ont écrit des poèmes d'amour pour leurs dieux adorés. Certaines sectes hindoues, pendant la période de *bhakti*, se comportaient plus comme des religions monothéistes, vénérant une seule divinité, contrairement à la plupart des autres formes de l'hindouisme. Le polythéisme hindou est ouvert d'esprit et peut incorporer le monothéisme aussi. Même si, pendant cette période, il y avait parfois des conflits violents entre les sectes hindoues avec les autres religions, particulièrement avec les jaïns et les bouddhistes qui émergeaient comme des religions en réponse au système rigide des castes. Plus tard, le mouvement *bhakti* a changé à nouveau en réponse à l'Islam. L'arrivée de l'Islam en Inde a stimulé la nécessité de rivaliser avec une religion monothéiste, dont la présence a renforcé et a complexifié les éléments déjà présents du monothéisme dans l'hindouisme. Certaines des sectes *bhakti*, en conséquence, sont devenues orthodoxes ainsi qu'orthopraxiques les prédisposant à défendre leurs doctrines ainsi que leurs pratiques contre ceux qui différaient d'eux. Mais cela n'a pas eu une influence négative sur les écrivains musulmans et hindous de l'époque, qui ont écrit librement aussi bien des œuvres humanistes que religieuses. Les deux exemples les plus cités sont ceux des poètes Kabîr au XV<sup>e</sup> siècle et Rahim au XVI<sup>e</sup> siècle. Telle était la situation lorsque les Britanniques sont arrivés en Inde au XVIII<sup>e</sup> siècle, introduisant de nouveaux facteurs qui, une fois de plus, ont transformé l'attitude des hindous par rapport au blasphème et à la censure.

Les Britanniques n'étaient pas seulement protestants, mais aussi victoriens. Ils ont rejeté le côté polythéiste de la religion hindoue, mais ils ont respecté la force plus ascétique de la philosophie indienne, y compris le monisme indien et la *bhagavad-gītā*. Pour eux, les variantes monothéistes du *bhakti*, dans l'ensemble, étaient la vision raisonnable de la religion. Certains protestants dans le Raj britannique ont tenté de refondre l'hindouisme comme une religion monothéiste, avec la Bible et la *bhagavad-gītā* - validant ainsi

---

<sup>3</sup> Le mouvement Bhakti réfère à la tendance théiste de dévotion qui a émergé dans l'hindouisme médiéval et il est développé régionalement autour de différents dieux et déesses, comme Vaishnavism (Vishnu), Shaivism (Shiva), shaktisme (déesses Shakti), etc. Le mouvement a été inspiré par de nombreux poètes saints, qui ont défendu un large éventail de positions philosophiques allant du dualisme théiste de *Dvaita* au monisme absolu de *Advaita Vedanta*.

également le culte de Krishna/Vishnu (le dieu de la Gita) comme un dieu monothéiste. Les nombreux hindous anglophones, qui ont travaillé pour et avec les Britanniques, sont arrivés à accepter l'évaluation britannique de l'hindouisme, et ont développé plusieurs nouvelles formes de l'hindouisme réformé, comme le Brahmo Samaj et, plus tard, l'Arya Samaj, qui valorisait l'aspect ascétique, philosophique de l'hindouisme et dévaluait l'aspect mondain. Ces hindous ont essayé de faire taire les chansons d'amour dédiées aux dieux, de couvrir les sculptures érotiques, et de chasser les danseuses en dehors des temples. Ils ont été doublement inspirés pour revendiquer la *Gita* comme leur Bible, à la fois en réponse à la pression britannique, et en concurrence avec les musulmans, dont le monothéisme a grandement contribué aux volontés des hindous de valoriser le monothéisme (comme la contrepartie du Coran) à l'encontre de l'hindouisme polythéiste. Cette forme aseptisée de l'hindouisme, aussi parfois appelée *Sanatana Dharma*, la loi éternelle, était tout simplement une forme parmi d'autres.

Cette forme a prospéré principalement parmi les castes moyennes, qui aspiraient à élever leur classe sociale en copiant les Victoriens. Toute cette stratégie, copiant la stratégie hindoue beaucoup plus ancienne des classes inférieures, imitant les brahmanes, est un processus que le grand sociologue M. N. Srinivas a appelé « sanskritisation »<sup>4</sup>. Les gens de castes hautes et de castes basses ont continué à raconter leurs histoires et à adorer plusieurs dieux, mais les castes moyennes ont commencé à appliquer l'idée de l'orthodoxie et à embrasser le concept de blasphème contre les dieux. Maintenant, pour la première fois, une catégorie d'hindous niait l'authenticité des autres hindous. Pourtant, les castes moyennes ne pouvaient pas attaquer ces blasphémateurs en justice, car il n'y avait pas de loi contre le blasphème en Inde, pas même dans l'Inde britannique.

La littérature indienne de l'époque était censurée seulement pour des raisons purement politiques. Des œuvres qui semblaient offenser ou critiquer l'Empire britannique ont été mises à l'index. Afin de critiquer le système politique, les écrivains préféraient écrire des

---

<sup>4</sup> Srinivas, M.N. *Social Change in Modern India*. Oakland : California University of Press, 1966, p. 30.

ouvrages satiriques, comme *Andher nigari* (1881) de Bhartendu Harishchandra, pour échapper aux sanctions. Mais d'autres écrivains se sont manifestés contre l'Empire britannique, et leurs œuvres ont subi la censure. Par exemple, *Anandmath* (1882) de Bankim Chandra Chatterji. Son importance est renforcée par la renommée qui a fait de lui le symbole de la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Le roman a été interdit par les Britanniques. L'interdiction a été levée par le gouvernement de l'Inde, après l'indépendance. L'hymne national de l'Inde, *Vande Mataram*, a été publié pour la première fois dans ce roman. Un autre exemple est celui d'un des plus célèbres écrivains indiens, Premchand, dont le premier recueil de nouvelles, intitulé *Soz-e-Watan* (1909), a ensuite été interdit. Il contenait quatre histoires qui cherchaient à inspirer les Indiens dans leur lutte pour la liberté de l'Inde ; mais le gouvernement britannique les considérait comme « séditieuses ». 500 copies du recueil ont été brûlées sur ordre d'un officier anglais.

Puisque la loi britannique en Inde a confirmé la liberté d'expression, les autorités avaient besoin d'employer d'autres moyens de contrôle contre les voix éventuellement subversives. Les lois contre la diffamation et la sédition sont devenues outils de censure de l'Empire britannique dans le sous-continent. Le premier parmi eux était le Code pénal indien 295 (A), qui a été adopté en 1927, à une époque de conflits intenses entre hindous (particulièrement hindous d'Arya Samaj) et musulmans. Lorsque la communauté musulmane a demandé une loi contre les insultes à caractère religieux, le gouvernement colonial britannique a adopté l'article 295 (A). La loi stipule :

« Celui qui, avec l'intention délibérée et malveillante d'outrager les sentiments religieux de toute catégorie de [citoyens de l'Inde], [par des mots, soit parlés ou écrits, ou par des signes ou par des représentations visibles ou autrement] les insultes ou les tentatives d'insulter la religion ou les croyances religieuses de la classe, sera puni de l'emprisonnement pour une durée pouvant aller jusqu'à [trois ans], ou d'une amende, ou les deux ».

D'autres cas ont suivi, la plupart d'entre eux pour condamner les insultes contre l'Islam et les catholiques dans le but de défendre les minorités religieuses. La situation a changé de

façon spectaculaire après l'indépendance de l'Inde, en 1947, avec la montée d'une nouvelle forme de nationalisme hindou. Ce mouvement a commencé à s'appeler l'*Hindutva* (*hindouïté*) et a été un terme inventé par le nationaliste Vinayak Damodar Savarkar dans sa brochure publiée en 1923 *Hindutva : Qui est un hindou ?* L'*Hindutva* est à la fois orthopraxique et orthodoxe, et inspire des jusqu'au-boutistes.

L'Inde se satisfait encore de n'avoir aucune loi sur le blasphème, en contraste avec le Pakistan qui, en effet, les a. Mais 295 (A) fonctionne comme une loi sur le blasphème, et appelle à un jugement nuancé sur les « sentiments religieux outragés ». Cette loi est utilisée par des groupes religieux lorsqu'il leur semble qu'une insulte contre leur religion est prononcée. Le territoire de 295 (A) est comme un terrain de *no man's land* à manœuvrer. Prouver « l'intention délibérée et malveillante » d'une œuvre est une question difficile. Nous remarquons que la crainte des poursuites en vertu de cette loi, très subjective, a réduit au silence un certain nombre d'écrivains et d'éditeurs dans l'Inde d'aujourd'hui.

## DE LA RÉPRESSION À LA CENSURE

---

Après l'indépendance de l'Inde en 1947, il y a eu des cas de censure exercé par l'État indien. L'histoire de la censure littéraire en Inde précède l'affaire Rushdie avec des livres, des magazines, des cartes, interdits pour des motifs allant de sentiments blessés et obscénité, à la menace et à la sécurité nationale. Dans les années 1970, on compte le plus grand nombre de livres interdits à cause de l'image qui y est donnée des politiques de l'Inde ou de ses dirigeants. Les livres et les magazines étrangers, tels que *Time* et *The Economist*, étaient régulièrement interdits pour représenter le Cachemire comme un territoire contesté. Mais ici, l'objectif n'est pas de citer tous les incidents de la censure indienne dans tous les domaines, et nous ne parlons pas non plus des ouvrages étrangers interdits en Inde (le sujet vaudrait un livre), mais nous évoquons et analysons les grandes lignes de la censure dans le milieu littéraire indien.

Le cas de Salman Rushdie est sans doute le cas le plus connu, et peut être considéré comme le premier cas de censure littéraire sur une œuvre indienne en Inde post-indépendance. En 1988, le ministère de l'Intérieur a cité les préoccupations des diverses instances religieuses pour justifier les demandes d'interdiction sur le roman de Salman Rushdie *Les Versets sataniques*, au motif que cela pourrait provoquer des troubles publics. L'interdiction a été accordée, au détriment des préoccupations de l'auteur, de l'éditeur et des groupes des droits civils au sujet de la censure et la liberté d'expression, par souci d'« éviter les tensions communautaires ». L'interdiction continue d'être en vigueur. Le roman a fait fureur mondialement, mais il fait partie des centaines de livres et de périodiques qui ont été interdits à plusieurs reprises par les autorités indiennes. Malheureusement, la protection constitutionnelle de la liberté d'expression (article 19) est pleine de toutes sortes de mises en garde par rapport au fait d'être « soumis à des restrictions raisonnables » « dans l'intérêt de la souveraineté et de l'intégrité de l'Inde, la sécurité de l'État, des relations amicales avec les États étrangers, l'ordre public, de la décence ou de la morale, ou en relation avec l'outrage au tribunal, la diffamation ou l'incitation à une infraction », etc. Des scènes déplaisantes ont été témoignées au Festival de littérature de Jaipur (*Jaipur Literature Festival*) en 2012, où Rushdie a été empêché de faire une apparition, ou même d'y assister, par le biais d'un lien internet en vidéo, en dépit du fait que le livre est déjà interdit en Inde. La campagne de harcèlement et d'intimidation de Salman Rushdie continue sur *Les Versets sataniques*, publiés il y a déjà plus de vingt ans. L'interdiction d'importation a été levée seulement en novembre 2015. « Cette décision a pris 27 ans, » Rushdie a tweeté en réponse. « Combien de livres de plus avant que l'« erreur » soit corrigée? ». Tel événement est le rappel constant et effrayant de la violation de l'expression de liberté en Inde, et malheureusement ce n'est pas un cas unique.

À peine quelques jours plus tard, une scène semblable a eu lieu au festival international du livre de Kolkata (*Kolkata book festival*). La cible de l'attaque cette fois-ci était Taslima Nasreen, parce qu'un groupe musulman *Forum All India Minority* l'accusait d'avoir « insulté l'islam », et ils ont empêché la sortie de son nouveau livre *Nirbhashan (L'Exil)*. La ligne d'attaque était la même qu'à Jaipur. Nasreen, ont-ils dit, était « anti-islam » et ses

éditeurs avaient « délibérément » organisé la sortie de son livre au festival afin de « blesser » la communauté. Ce n'était pas la première fois que l'écrivaine était la cible. Son roman *Lajjā* (traduit comme *La Honte* en France) à propos de l'extrémisme religieux, et mis dans le contexte de l'émeute anti-hindoue au Bangladesh comme une réaction à la démolition de Babri Masjid, a été interdite en 1993 pour « offense » des sentiments musulmans.

*Understanding Islam through Hadis* est un livre d'un écrivain indien Ram Swarup, d'abord publié aux États-Unis en 1982, et qui a été interdit en Inde. Le livre a été considéré comme étant « offensant » pour les musulmans. En 1987, l'éditeur a imprimé une autre édition du livre et a essayé de publier une traduction en hindi qu'il avait commandée. À cause d'une plainte auprès de la police, dont les détails sont méconnus, tous les exemplaires de la traduction en hindi ont été saisis dans le magasin de l'imprimeur, et l'éditeur a été arrêté. Enfin, en 1990, la traduction en hindi de l'ouvrage a été officiellement interdite. En mars 1991, l'original en anglais a été également interdit. L'affaire criminelle contre l'éditeur pour l'impression du livre a été rejetée après quelques années, mais le livre reste encore interdit. Mais il ne faut pas conclure que la censure en Inde a été toujours prononcée pour les œuvres anti-musulmanes. Il y a eu aussi plusieurs cas où la censure a été accordée pour des raisons différentes.

Le roman *Such a Long Journey* (1991) de Rohinton Mistry, finaliste pour le *Booker Prize*, a connu des problèmes quand l'Université de Mumbai l'a retiré de son corpus universitaire d'anglais en 2010. Cette décision a été prise quand le chef de *Shiv Sena*, un groupe nationaliste hindou, Bal Thackeray, a allégué que ce roman contenait des remarques « désobligeantes » pour le peuple de l'état de Mahārāshtra. Rohinton Mistry, un Canadien d'origine indienne, a publié une déclaration dénonçant le « triste spectacle d'autodafé et de mise à l'index », ajoutant que « l'Université de Mumbai est dangereusement près d'institutionnaliser la notion laide de l'auto-censure »<sup>5</sup>. Ce n'est pas pour la première fois que le *Shiv Sena* a eu son mot à dire pour interdire les œuvres littéraires. En 1995, le roman *The Moor's Last Sigh* de Salman Rushdie a été temporairement interdit après que

<sup>5</sup> Jason Burke, *Mumbai University drops Rohinton Mistry novel after extremists complain*, *The Guardian*, le 19 octobre 2010, <https://www.theguardian.com/world/2010/oct/19/mumbai-university-removes-mistry-book>. [Consulté le 3 septembre 2016]. Notre traduction.

le *Shiv Sena* a protesté en affirmant que le personnage dans le livre ressemblait à son chef Bal Thackeray. Mais ce qui a suscité le plus grand malaise sur *The Moor Last Sigh* n'est pas que Rupa & Sons, les distributeurs indiens, ont retiré le roman de la vente à Bombay, mais le plus choquant, pour beaucoup d'Indiens, était le fait que le gouvernement national du Premier ministre P.V. Narasimha Rao a salué les pressions du *Shiv Sena*, interdisant d'autres importations du roman de Rushdie après l'envoi initial de 4 000 exemplaires.

Un autre exemple récent de la censure est celui de *Santsurya Tukaram and Loksakha Dnyaneshwar* (2014), écrit par Anand Yadav, dont l'ouvrage autobiographique *Zombi* a obtenu le prix prestigieux de *Sahitya Akademi* en 1990. Son dernier ouvrage a fait fureur et un tribunal de Pune a ordonné de détruire les copies en juin 2014. Le livre était considéré dérogatoire à Tukaram et Dnyaneshwar<sup>6</sup>. Selon le plaignant Jai Singh More, les références faites dans le roman sont « injustifiées » et « diffamatoires » pour les grands saints du Maharashtra. L'éditeur a défendu le livre, et la fille de l'auteur a déclaré qu'ils feront appel devant un tribunal supérieur. En 2013, l'auteur Kannada d'un très controversé roman *Dhundi*, Yogesh Maître, a été arrêté après que de nombreux groupes hindous se soient opposés à la représentation du dieu Ganesha dans son travail. Les écrivains et les intellectuels ont vivement condamné l'arrestation de Yogesh Master et ont exigé sa libération immédiate. Ils ont dit qu'une arrestation de ce genre - d'un auteur pour écrire ce qui est considéré comme étant offensant pour une foi religieuse - est sans précédent au Karnataka.

Même si un organisme gouvernemental - ou une personne - peut faire appel d'une suspension de la liberté d'expression, et si le tribunal est convaincu, la publication en question peut être interdite, mais dans chaque cas, l'auteur et l'éditeur ont le droit de faire appel contre l'interdiction, et une procédure régulière est toujours suivie. Heureusement, l'Inde a connu des cas d'annulation de censure sur certains livres. Assez souvent, le droit de faire appel contre l'interdiction a été exercé avec succès. Par exemple, le roman de

---

<sup>6</sup> Tukaram était un poète-saint du XVII<sup>e</sup> siècle du mouvement *Bhakti* et Dnyaneshwar était un saint poète, philosophe du XIII<sup>e</sup> siècle du Maharashtra.

Khushwant Singh, *The Company of Women*, a survécu à un défi dans la Haute Cour de Madras, quand un citoyen a déposé une plainte, indiquant qu'il a été offensé par une scène d'une rencontre torride entre un Indien et une femme pakistanaise qui comprenait la phrase « Le Pakistan devrait être au sommet ! ». Le tribunal l'a rejeté après consultation du ministère de l'Intérieur, en disant qu'il fait confiance au « bon sens du lecteur », bien que les éditions ultérieures aient été révisées en omettant la scène. Encore une fois, en 2005, la Haute Cour de Calcutta a levé l'interdiction imposée par le gouvernement du Bengale occidental sur *Dwikhondita* (2003), de Taslima Nasreen, observant que cette censure était « injustifiée » et « intenable ». Et, *Le Dieu des Petits Riens* (1997), d'Arundhati Roy, a survécu à deux reprises dans l'État du Kerala, l'une pour des raisons d'obscénité, l'autre pour avoir fait des références péjoratives au gouvernement d'E.M.S<sup>7</sup> de 1959. *Jinnah : India, Partition, Indépendance* est un livre qui loue le fondateur du Pakistan Mohamad Ali Jinnah, et qui a été écrit par Jaswant Singh, l'ex-ministre de la Finance et des Affaires externes. Le livre a été interdit par le gouvernement du Gujarat en août 2009 affirmant qu'il contenait des références « malintentionnées » à Sardar Vallabhbhai Patel, un homme politique important de l'*Indian National Congress*<sup>8</sup>. Jaswant Singh a été aussi expulsé de son parti politique, le BJP, pour avoir écrit ce livre. À peine un mois plus tard, l'interdiction a été annulée par la Haute Cour du Gujarat, qui a jugé que la notification du gouvernement manquait « de réflexion et de compréhension », et qu'il n'y avait aucune raison de le censurer. En 2010, l'écrivaine Arundhati Roy n'a pas manqué l'occasion de critiquer la censure en Inde quand elle a donné son opinion en réponse à la polémique sur le Cachemire<sup>9</sup> :

« Quelle pitié que la nation empêche ses écrivains de dire ce qu'ils pensent. Quelle pitié que la nation mette en prison ceux qui demandent la justice, tandis que les tueurs

<sup>7</sup> Il a été le premier Conseil des ministres, l'aile exécutive du gouvernement de l'État, dans l'État indien du Kerala. Le ministère a été mené (ministre en chef) par le Parti communiste de l'Inde chef E. M. S. Namboodiripad du 5 avril 1957-31 juillet 1959.

<sup>8</sup> Ce parti politique est couramment appelé simplement *Congress*. Il est l'un de deux grands partis politiques de l'Inde avec *Bhartiya Janta Party* (BJP).

<sup>9</sup> Arundhati Roy fait face à la menace d'une arrestation après avoir affirmé que le territoire contesté du Cachemire ne faisait pas partie intégrante de l'Inde.

communaux, des meurtriers de masse, des arnaqueurs de l'entreprise, des pillards, des violeurs, et ceux qui s'attaquent aux plus pauvres, vivent en liberté<sup>10</sup> ».

Cette critique poignante montre que les auteurs indiens se sentent particulièrement visés par le gouvernement, au détriment de tous les autres problèmes importants auxquels l'Inde fait face.

## DE LA CENSURE À L'AUTOCENSURE

---

L'année 2015 est considérée comme la pire dans l'histoire du milieu littéraire en Inde, quand 33 écrivains ont décidé de retourner leur prix littéraire le plus prestigieux de *Sahitya Akademi Award* (le prix de l'académie nationale des belles lettres). Parfois critiquée pour réagir tardivement par certains, cette décision a marqué une nouvelle vague de protestations en Inde contre l'injustice. Markandey Katju, l'ex-juge de la Cour suprême, vient au soutien de ces écrivains en disant :

« Sans doute quelques-uns des intellectuels qui ont retourné leur prix auraient dû parler plus tôt, mais au moins ils sont en train de faire quelque chose pour garder vivant l'esprit du rationalisme dans notre pays<sup>11</sup> ».

Tout a commencé au début de septembre quand un écrivain de littérature hindi, Uday Prakash, a retourné le prix de *Sahitya Akademi*, qu'il avait remporté en 2010 pour le roman *Mohandas*, pour protester contre « l'indifférence » de l'Académie sur l'assassinat des intellectuels, tels que M. M. Kalburgi, un savant éminent rationaliste qui avait provoqué la colère des Hindous conservateurs, avec sa critique du « culte des idoles » et de la religion. M. Kalburgi était un ancien primé du prix de *Sahitya Akademi*, remis par l'Académie Nationale des lettres, un département sous les auspices de Mahesh Sharma, le ministre de la Culture, et un allié du parti dirigeant de Modi. Selon les auteurs, l'Académie a manqué à son devoir de prendre le parti des auteurs et de respecter la liberté

<sup>10</sup> Om Prakash Dwivedi, *The Other India: Narratives of Terror, Communalism and Violence*, Cambridge Scholars Publishing, 2012, p. 95.

<sup>11</sup> Markandey Katju, *Intellectuals are the Eyes of Society and Without them India would be Lost*, *The wire*, le 30 octobre 2015, <https://thewire.in/14442/intellectuals-are-the-eyes-of-society-and-without-them-india-would-be-blind/>. [Consulté le 7 septembre 2016].

d'expression, garantie par la Constitution indienne. Salil Tripathi, Président de *Writers in Prison Committee* au PEN International, critique l'irresponsabilité de la part du gouvernement dans son article *In Search of Tolerance* :

« Plus d'un quart de siècle a passé depuis que l'importation *des Versets sataniques* a été interdite, et l'assassinat, les formes extrêmes de la censure, est désormais une réalité - Kalburgi est mort. Si vous êtes bouleversé, n'écrivez pas, conseille le ministre de la Culture aux écrivains. Soyez silencieux. Ou, pour en venir au fait – taisez-vous<sup>12</sup> ».

L'écrivaine éminente Nayantara Sahgal a retourné le prestigieux prix de *Sahitya Akademi* pour protester contre ce qu'elle a appelé « l'espace volatilisé » de la diversité. Plus tard, elle a retourné l'argent du prix littéraire comme une marque de protestation contre « le silence sur le règne de la terreur » du Premier ministre. Plusieurs auteurs se sont joints à Mme Sahgal pour retourner leurs prix. Quatre littérateurs - K Satchidanandan, Shashi Deshpande, P.K. Parakkadvu et Aravind Malagatti – ont démissionné de leurs postes de *Sahitya Akademi*. Le poète vétéran de malayâlam, K. Satchidanandan a dit qu'il avait déjà écrit au président de *Sahitya Akademi* pour qu'il adopte une résolution condamnant le massacre de l'écrivain kannada M. M. Kalburgi. Mais le corps académique est resté silencieux. Donc, il a écrit une lettre à l'Académie en communiquant sa décision de quitter ses fonctions dans les comités de celle-ci. Un autre écrivain kannada, Kum. Veerabhadrappe, a protesté contre cette situation en disant que « dans la situation changée de la politique, où l'État et le centre sont les spectateurs muets pour toutes les atrocités commises par les forces fondamentalistes, les écrivains, les rationalistes et les intellectuels vivent dans la peur »<sup>13</sup>.

Avant cette polémique, le cas de M. Perumal Murugan, un écrivain tamoul, a fait bien du bruit dans l'Inde entière. Son roman *Madhorubhagan*, publié en 2010, a été critiqué, et il y a eu des protestations courroucées par des hindous locaux et des groupes de castes. Ce roman se déroule un siècle auparavant. Ce récit fictif raconte la vie d'un couple pauvre, sans enfants, et la femme, qui veut concevoir, prend part à un ancien festival hindou de

<sup>12</sup> Salil Tripathi, "In Search of Tolerance", in *Words matter: Writings against silence*, édité par K. Satchidanandan, Penguin/Viking, 2016, p. 213. Notre traduction.

<sup>13</sup> Muralidhara Khajane, *Kum.Vee. returns award amid drama*, *The Hindu*, le 16 octobre 2015, <http://www.thehindu.com/news/cities/bangalore/kumvee-returns-award-amid-drama/article7767965.ece>. [Consulté le 5 septembre 2016].

char pendant lequel, sur une nuit, les relations sexuelles consensuelles entre un homme et une femme sont permises. M. Murugan explore la tyrannie de la caste et de la pathologie d'une communauté à déchirer le couple et à détruire leur mariage. Suite aux protestations et aux menaces, M. Murugan a annoncé qu'il renonçait à l'écriture et s'est déclaré mort sur sa page Facebook :

« Perumal Murugan, l'écrivain est mort. Comme il n'est pas Dieu, il ne va pas se ressusciter. Il n'a pas la foi en la renaissance. En tant que professeur ordinaire, il vivra comme P. Murugan. Laissez-le tranquille<sup>14</sup> ».

Il a également demandé à ses éditeurs de ne pas imprimer et de vendre son travail et a promis de les indemniser pour les livres invendus. Il a imploré ses lecteurs de brûler ses livres, et a dit qu'il allait cesser de participer à des festivals littéraires. En 2016, un tribunal indien a rejeté une tentative de porter des accusations criminelles contre un romancier. La Haute Cour de Chennai (Madras) a rejeté un grand nombre de pétitions demandant que Perumal Murugan soit puni. « Que l'auteur reprenne ce qu'il fait le mieux : écrire », ont déclaré les juges.

Le comble parmi tous ces cas est celui de Dina Nath Batra, âgé de 85 ans, un militant de l'Éducation et nationaliste hindou, qui veut nettoyer tous les livres, y compris les livres d'histoire, de tout ce qui est déclaré comme préjudiciable à la foi hindoue. Dina Nath Batra, surnommé « la police du livre » et « Ban Man » par les médias locaux, est un censeur autoproclamé avec une grande influence en Inde. Quand il envoie un avis juridique aux maisons d'édition, les informant que leurs auteurs ont blessé les sentiments des hindous, ils l'écoutent. Batra a mal utilisé les lois mal formulées sur le blasphème en Inde pour retirer des passages prétendument offensants des manuels scolaires et pour forcer l'Université de Delhi à ôter de son programme un essai par un éminent savant sur une ancienne épopée hindoue. Ce qui est alarmant, c'est qu'il n'est pas le seul et a le soutien

---

<sup>14</sup> Nina McConigley, *Perumal Murugan, a literary suicide*, *Pen America*, le 3 octobre 2015, <https://pen.org/perumal-murugan-a-literary-suicide/>, [Consulté le 27 septembre 2016].

du gouvernement. Les éditeurs en Inde ont peur que son opinion soit entendue lorsque les programmes scolaires et universitaires seront renouvelés. Ceci est un signal d'alarme.

L'une des plus récentes querelles de Batra avec l'éditeur Orient *BlackSwan* porte sur un livre d'histoire vieille de dix ans qu'il prétend contenir des passages incendiaires sur le *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS), l'organisation nationaliste hindoue de l'Inde, dont il est membre. Après avoir reçu son avis juridique, l'éditeur a demandé à l'auteur, Megha Kumar, de réexaminer son livre. Surprise par ces démarchés, l'auteur considère l'action de son éditeur, pouvant être interprétée comme de l'auto-censure. Récemment, il a persuadé *Penguin India* de faire disparaître un livre sur l'hindouisme intitulé *The Hindus : An Alternative History* (2009), par Wendy Doniger, le professeur de religion à l'Université de Chicago. Mais la bataille de Batra dans le monde des idées peut être dépassée par les nouvelles technologies. Suivant les heures de sanction, le livre de Doniger est sorti en ligne, contournant les efforts de Batra. Dans le monde moderne, dès qu'un livre ou un essai est interdit ou retiré, tout le monde commence à le télécharger et le partager en ligne. Tout ce que à quoi Batra s'oppose trouve soudainement une toute nouvelle génération de lecteurs.

Nous pouvons nous demander à quoi servent ces protestations, ces renoncements de prix littéraires, cette autocensure. Sont-ils des efforts perdus face à la montée de l'extrémisme dans le monde d'aujourd'hui ? Nayantara Sahgal dans son article *We all belong to the country of imagination* répond à ces questions :

« Nous pouvons appeler cette montée un combat rationnel contre l'irrationnel, une demande que la porte des connaissances et de la créativité reste ouverte, et que l'air frais des idées différentes, des opinions différentes et des voies différentes de la vie et de la pensée continuent à nous revigorer comme ils ont fortifié et enrichi l'Inde depuis les siècles précédents<sup>15</sup> ».

---

<sup>15</sup> Nayantara Sahgal, "*We all belong to the country of imagination*", in *Words matter : Writings against silence*, édité par K. Satchidanandan, Penguin/Viking, 2016, p. 245. Notre traduction.

Nous remarquons qu'au-delà de tout coup publicitaire, dont ces auteurs sont accusés, par le biais de leurs protestations, ils ont donné, à la nouvelle génération, un moyen fort puissant d'exprimer leur opposition et de se battre contre ce courant majoritaire qui menace la liberté d'expression dans le contexte actuel en Inde. Il ne faut pas oublier que la survie d'une société libre dépend d'une compréhension générale de l'autre, car elle accorde une liberté essentielle à l'exercice de l'imagination. Si nous ne pouvons pas l'exercer dans le monde des idées, dans des histoires, dans des écrits divers ; comment une société florissante peut-elle explorer et tester ses propres limites, et ainsi grandir ? L'Inde est fréquemment considérée comme une grande expérience démocratique ; mais cette expérience sera sûrement étranglée et disparaîtra si le pouvoir individuel, collectif ou administratif insiste pour tarir la source sur laquelle elle survit, et qui n'est rien d'autre que la liberté d'expression. Comme l'a écrit un poète Kashmiri, Agha Shahid Ali dans son poème *Of Light* : « Mon livre a été brûlé / Envoyez-moi les cendres, je peux donc dire / On m'a envoyé le phénix dans un cercueil de lumière ». ■

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Livres :

Bandyopadhyaya, Jayantanuja, *Class and Religion in Ancient India*, Anthem South Asian Normative Traditions Studies, Anthem Press, 2008

Doniger, Wendy, *The Hindus: An Alternative History*. New York: **Penguin Press**, 2009

Dwivedi, Om Prakash, *The Other India : Narratives of Terror, Communalism and Violence*, Cambridge Scholars Publishing, 2012.

Satchidanandan, K. (ed.), *Words matter : Writings against silence*, Penguin/Viking, 2016

Srinivas, M.N. *Social Change in Modern India*. Oakland : California University of Press, 1966

Wolpert, Stanley, *A New History of India*, London : Oxford University Press, 2008

### Articles :

Bapat, Aditya, “The Story Of Indian Censorship”, *Huffington post*, le 14 avril 2015

Burke, Jason, “Mumbai University drops Rohinton Mistry novel after extremists complain”, *The Guardian*, le 19 octobre 2010

Katju, Markandey, “Intellectuals are the Eyes of Society and Without them India would be Lost”, *The wire*, le 30 octobre 2015

Khajane, Muralidhara, “Kum.Vee. returns award amid drama”, *The Hindu*, le 16 octobre 2015

McConigley, Nina, “Perumal Murugan, a literary suicide”, *Pen America*, le 3 octobre 2015

Roy, Nilanjana, “Censorship and sensibility in Indian literature”, *Financial Times*, le 31 août 2016

Shainin, Jonathan, “Why free speech loses in India”, *The New Yorker*, le 13 février 2014

**ASIA FOCUS #136**

**LA LITTÉRATURE INDIENNE : DE LA CENSURE À L'AUTO-CENSURE**

**PAR HEMLATA GIRI-LOUSSIER** / DOCTEURE, CHERCHEUSE ASSOCIÉE À L'IrAsia, AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ

AVRIL 2020

**ASIA FOCUS**

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org) — [emmanuel.lincot@gmail.com](mailto:emmanuel.lincot@gmail.com)

**PROGRAMME ASIE**

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org)

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

@InstitutIRIS

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)